La situation de l'économie française est à l'image de celle des principaux pays impérialistes : marasme économique prolongé en vue et attaques contre les travailleurs

Après un retour de la croissance aux 2e et au 3e trimestres (+ 0,3%), l'INSEE prévoit la poursuite de la croissance, à un rythme toujours aussi faible au 4e trimestre. Autrement dit, l'INSEE ne prévoit pas une véritable reprise économique d'ici la fin 2009. Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB serait en baisse de 2,2% par rapport à 2008 et l'investissement des entreprises en baisse de 7,1%.

Alors que les exportations françaises ont plongé fin 2008-début 2009, la France profite, dans une certaine mesure, de la nette reprise qu'on observe dans certains pays émergents : après avoir augmenté de 0,% au 2e trimestre, les exportations ont crû de 2,3% au 3e trimestre. Grâce aux plans de relance dont ils sont les principaux bénéficiaires, les capitalistes voient leurs « taux de marge » (part des profits dans la valeur ajoutée) s'améliorer au détriment des salaires des travailleurs. Toutefois, les plans de relance empêchent la dévalorisation massive du capital (qu'entraînerait une vague importante de faillites). Ainsi, les entreprises font toujours face à un problème structurel de rentabilité. Les capacités de production restent nettement sous-utilisées et l'investissement sera durablement atone : il a encore baissé de 0,7% au 3e trimestre, après avoir baissé d'1% au deuxième). Ce n'est pas le dynamisme économique qui va succéder à la récession, mais une période de stagnation et de marasme, qui est notre lot depuis la fin des Trente Glorieuses (même si les différentes bulles ont nourri une croissance artificielle qui finit toujours par se payer).

L'emploi s'ajustant avec retard sur la production (1), le taux de chômage va continuer à croître pour flirter avec les 10% fin 2009 (contre 7% début 2008). D'ores et déjà, le chômage est au plus haut depuis 10 ans, et tout laisse à penser qu'il ne baissera pas à moyen terme.

En revanche, les banques n'ont pas à se plaindre. Elles ont englouti les aides de l'État, et affichent désormais à nouveau des profits au beau fixe. BNP Paribas, la principale banque française, a réalisé un bénéfice opérationnel de 3,2 milliards d'euros au cours du 1er semestre 2009 (dont 1 milliard pour payer les bonus des traders). Il y a deux raisons principales à ce retour des profits record :

- La hausse du CAC 40 (+50% entre mars et octobre 2009 !) a dopé les bénéfices tirés des activités de marché des banques
- Le différentiel très important entre les taux d'intérêt auxquels les banques prêtent (taux qui ont augmenté) et les taux d'intérêt auxquels les banques empruntent auprès de la banque centrale (taux qui sont aujourd'hui proches de zéro).

Pourquoi la consommation a moins baissé que le PIB lorsque la crise a éclaté… et pourquoi ce n’est plus le cas aujourd’hui

Au plus fort de la crise, l’investissement des entreprises s’est effondré, alors que la consommation n’a pas chuté. Plusieurs raisons expliquent ce décalage :

- l’inertie d’ajustement de l’emploi et des salaires : lorsque l’activité baisse, les entreprises ne licencient pas immédiatement (ce qui se manifeste par une baisse de la productivité du travail) et ont par exemple recours au chômage partiel. Comme en France les salaires sont relativement peu flexibles à la baisse, cela a soutenu la consommation
- la mise en place de mesures d’État de soutien de la consommation (primes à la casse, etc.)
- la baisse du prix des importations due à la baisse du prix des matières premières (jusqu’à début 2009)

Mais ce décalage a pris fin, et on en voit d’ailleurs les premiers signes. L’ajustement de l’emploi et des salaires à la baisse (pour restaurer la profitabilité des entreprises), la hausse du prix des matières premières, et la baisse des mesures de soutien à la consommation (baisse de la prime à la casse, etc.) dépriment la consommation, qui augmente désormais moins vite que le PIB. Ainsi, au 3e trimestre, la consommation a--elle stagné alors que le PIB croissant de 0,3%.

Projet de budget 2010 : des cadeaux pour le patronat, l’austérité pour les travailleurs et la fuite en avant dans l’endettement

Les cadeaux pour le patronat :

- Suppression de la taxe professionnelle
- Poursuite des exonérations de cotisations sociales pour les très petites entreprises qui embauchent
- Remboursement anticipé du crédit impôt recherche
- Poursuite de la réduction de la TVA dans la restauration
- Plan d’aide de 2 milliards pour les PME (*via* le Fond stratégique d’investissement et l’institution financière publique Oseo), afin de renforcer leur capitalisation

L’austérité pour les travailleurs :

- Suppression de 34 000 postes de fonctionnaires
- Mise en place de la taxe carbone (que le gouvernement promet de restituer par des

crédits d'impôt ...)
- Hausse du forfait hospitalier de 16 à 18 euros
- Baisse des remboursements de médicaments
- Fiscalisation des indemnités versées aux accidentés du travail

Le déficit public va ainsi battre le record de 2009 (8,2% du PIB) : 8,7% du PIB (115 milliards d'euros). Ce n'est pas l'aumône du RSA versé aux jeunes de moins de 25 ans qui ont travaillé deux ans dans les trois dernières années (pour un coût de seulement 250 millions) qui change la nature de ce budget qui, de façon caricaturale et indécente, sert doublement les intérêts du patronat : d'une part parce que les dépenses qui creusent le déficit leur sont destinées, d'autre part parce que ce sont eux qui empocheront les intérêts de la dette de l'État.

Qui profite du bouclier fiscal ?

Avec le bouclier fiscal, le montant des impôts directs ne peut dépasser 50% des revenus d'un foyer fiscal. En 2008 :

14 000 redevables ont bénéficié du bouclier fiscal pour un montant total de 458 millions d'euros, soit une moyenne de 32 700 euros par contribuable.

834 redevables dont la fortune est supérieure à 15,6 millions d'euros ont obtenu, en moyenne, un chèque de 368 261 euros (à peu près ce que touchera un SMICard ... pendant toute sa carrière !)

Les 1 000 restitutions les plus importantes (sur les 14 000 qui bénéficient du bouclier fiscal) captent 74% du coût du bouclier fiscal. Les super riches raflent la mise.

---

1) Conséquence : la productivité du travail (la quantité de biens et services produits par travailleur) a baissé de 2,2% en un an au 1er trimestre 2009 alors qu'elle progresse en moyenne d'environ 1% par an depuis le début des années 2000. À cause d'une certaine rigidité (qu'on n'observe pas aux USA ou en Espagne où le taux de chômage a rapidement explosé), les conséquences d'une récession sont lissés et différées. Si bien qu'au 2ème trimestre, le (début de) rattrapage de productivité a fait que l'emploi a baissé de 0,6% alors que le PIB a augmenté de 0,3%. Ce rattrapage va de toute façon continuer fin 2009, et donc les suppressions vont continuer même si la croissance reste positive.

Gaston Lefranc, le 15 novembre 2009